Relance du projet européen : le CESE adopte sa résolution

TRAVAUX PUBLIÉE LE 13/10/2021

Saisine liée : 2022 : LA RELANCE DU PROJET EUROPÉEN ?

La résolution, rapportée par Didier Kling et Françoise Sivignon au nom de la commission des Affaires européennes et internationales, a été adoptée le 13 octobre 2021

Le CESE a adopté ce mercredi 13 octobre sa résolution "2022 : la relance du projet européen ?", rapportée par M. Didier Kling (groupe Entreprises) et Mme Françoise Sivignon (groupe des Associations), au nom de la commission permanente des Affaires européennes et internationales, présidée par M. Serge Cambou (groupe CGT-FO), en présence de Clément Beaune, Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargé des Affaires européennes.

Le CESE a adopté la résolution **148** voix pour et **11** abstentions.

Télécharger la synthèse de la résolution >

Télécharger la résolution >

A l'approche de la présidence française de l'Union européenne, le CESE a souhaité rappeler son attachement à l'Union européenne en élaborant cette résolution. Cette résolution a vocation à nourrir les échanges qui se tiendront entre les 100 citoyens issus des panels régionaux, qui se réuniront les **16 et 17 octobre prochains au CESE** dans le cadre de la conférence de restitution nationale.

La crise sanitaire actuelle a démontré une fois de plus que l'Europe avançait quand elle était unie, et qu'elle peut être audacieuse dans l'action. Capacité d'innovation, grands projets économiques, cohésion sociale, objectifs courageux en matière environnementale, aide internationale... Le projet de l'Union dispose de nombreux atouts pour atteindre ses ambitions et faire face aux bouleversements auxquels elle est confrontée.

> *'"L'Europe se fera dans les crises et elle sera la somme des solutions apportées à ces crises." - Jean Monnet*

Depuis plus d'une décennie, l'Union européenne a été confrontée à des bouleversements majeurs :

Crises financières de 2008 et 2010 ;

Crise migratoire de 2015 ;

Sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne en 2020 ;

Tensions accrues avec les partenaires commerciaux, la Chine et les Etats-Unis ;

Pandémie de Covid ;

Réponse à l'urgence climatique, environnementale et sociale

Comment faire de ces crises une opportunité pour l'Europe ?

Pour une Europe autonome, protectrice et solidaire

- Renforcer **l'ambition sociale européenne** en l'intégrant dans le plan de relance afin de lutter contre les inégalités, accompagner les transitions socialement justes et protéger les populations les plus vulnérables.

- Protéger les Etats membres contre toutes les formes de **concurrence déloyale** (en développant de nouveaux instruments de défense commerciale visant à lutter contre les distorsions de concurrence, en mettant en cohérence les politiques de l'Union avec les objectifs de développement durable)

- Traduire la **préoccupation environnementale** dans les grandes politiques sectorielles, comme la Politique agricole commune ou les accords de commerce.

- Investir davantage le **domaine de la santé**, en lançant une réflexion afin de voir comment mieux répondre aux crises sanitaires futures. Une politique d'indépendance stratégique et d'autonomie doit également être mise en oeuvre dans ce domaine, ainsi que l'allocation de budgets européens.

Pour une Europe qui garantisse les libertés

- Rappeler sans cesse à l'international mais aussi au sein de l'UE son attachement à ses valeurs fondamentales et la nécessité de garantir le respect de celles-ci. Le CESE soutient le **conditionnement du versement des fonds européens au respect de l'Etat de droit**.

- Mieux respecter les **droits fondamentaux des exilés** et **mieux prendre en charge et répartir les réfugiés** au sein des pays membres.

- Mettre en oeuvre une politique commune et solidaire en matière d'accueil des réfugiés, coordonnée par une **Agence européenne pour l'asile**, rapidement opérationnelle.

- Identifier et soutenir les **secteurs considérés stratégiques** pour l'Union européenne, afin de renforcer son indépendance, par exemple le système alimentaire ou encore l'approvisionnement en matières premières et en énergie décarbonée.

Pour une Europe de toutes les expressions

- Réformer la gouvernance de l'Union européenne, qui doit être élargie pour **donner une place effective à la société civile**.

- Repenser la place des citoyens en **développant la participation citoyenne** via des consultations régulières, le recours aux pétitions, la formation à la citoyenneté européenne, ainsi que des liens renforcés avec les élues et élus européens.

- Relancer les **réalisations concrètes** qui touchent notre quotidien : politique de santé, souveraineté numérique et mesures en faveur de la jeunesse (logement, formation, emploi, etc.) pour faire de cette population le moteur de la construction européenne.

Télécharger la synthèse de la résolution

© - copyright CESE - Novembre 2026